



AMBASSADE DE FRANCE A SRI LANKA ET AUX MALDIVES  
SERVICE ECONOMIQUE

REDACTEUR : HERVE SARNELLI

30 NOVEMBRE 2017

**BREVES ECONOMIQUES SRI LANKA & MALDIVES**

**Novembre 2017**

**Sri Lanka :**

- Recul de la position de Sri Lanka dans le classement Ease of Doing Business 2018

**Maldives :**

- Léger recul de la position des Maldives dans le classement Ease of Doing Business 2018
- Lancement du premier vol Air France Paris – Malé
- Rapport article IV du FMI sur les Maldives
- Présentation du budget 2018

**SRI LANKA**

- **Recul de la position de Sri Lanka dans le classement *Ease of Doing Business 2018* de la Banque mondiale pour la deuxième année consécutive.** En dépit d'une amélioration de la distance à la frontière de 0,13 point de pourcentage à 58,86, le pays passe de la 110<sup>e</sup> à la 111<sup>e</sup> position. Selon la Banque, Sri Lanka a mis en place une seule réforme visant à améliorer l'environnement des affaires au cours de la période considérée, à savoir l'établissement d'un guichet douanier unique pour faciliter les exportations et les importations (cf. amélioration significative de la catégorie commerce international de 2,59 points de pourcentage – 86<sup>e</sup> position). Le manque d'amélioration en matière de paiement des taxes et impôts se doit d'être souligné (158<sup>e</sup> position). L'absence de réformes significatives dans les domaines de la création d'entreprise (77<sup>e</sup> place après 74<sup>e</sup> lors de l'édition 2017), de la protection des investissements minoritaires (43<sup>e</sup> après 42<sup>e</sup>), de l'accès au crédit (122<sup>e</sup> après 118<sup>e</sup>), de l'enregistrement de la propriété (155<sup>e</sup> à 157<sup>e</sup>), et du respect des contrats (165<sup>e</sup> après 163<sup>e</sup>) entraîne également le déclin progressif du classement du pays qui accumule les retard en la matière.

**MALDIVES**

- **Léger recul de la position des Maldives dans le classement *Ease of Doing Business 2018* de la Banque mondiale.** Après une chute significative un an plus tôt (de la 128<sup>e</sup> à la 135<sup>e</sup> place), l'archipel recule d'une place à la 136<sup>e</sup> position, et ce en dépit du resserrement de sa distance à la frontière de 0,64 point de pourcentage). La mise en place d'un nouveau système en ligne pour la déclaration et le paiement des taxes et impôts constitue la seule réforme visant à améliorer l'environnement de l'archipel identifiée par la Banque au cours de la période considérée. Elle permet ainsi aux Maldives d'améliorer ses performances de 6 points de pourcentage dans la catégorie du paiement des taxes et impôts (118<sup>e</sup> position). L'absence de réforme se traduit par un score stable dans les catégories de l'enregistrement de la propriété (174<sup>e</sup> place), de l'accès au crédit (133<sup>e</sup> place), de la protection des investisseurs minoritaires (132<sup>e</sup> place), du commerce international (152<sup>e</sup> place) et du respect des contrats (106<sup>e</sup> place).

- **Lancement du premier vol Air France Paris – Malé.** La compagnie opère deux vols hebdomadaires depuis Paris CDG ainsi que deux vols au départ de l'aéroport international de Malé (*Velana International Airport*) au cours de la saison aéronautique IATA d'hiver, et couvre également une partie du mois d'avril. L'inauguration officielle a eu lieu lors de l'atterrissage du premier vol dans la capitale de l'archipel le 02 novembre 2017.
- **Rapport article IV du FMI sur les Maldives.** Dans son rapport du 20 octobre, le FMI a salué l'amélioration de la croissance économique et les perspectives positives à moyen terme. Le pays a enregistré une croissance économique de + 3,9% en 2016, portée par l'industrie touristique et le secteur de la construction. La situation continue de s'améliorer en 2017, mais l'économie doit faire face de croissants et d'importants déséquilibres. Le déficit budgétaire s'est creusé en 2016 en raison de la baisse des recettes et de l'apurement de dettes alors que les dépenses de fonctionnement sont demeurées inchangées. La dette publique a progressé, passant de 54,2% en 2014 à 65,7 % du PIB en 2017. Le déficit du compte courant s'est creusé à 19,6% du PIB en 2016 suite à la hausse des importations nécessaire aux projets d'infrastructure, et à des recettes de tourisme modérées. Le pays présente des perspectives de renforcement de la croissance à court terme mais avec des risques de retournement en raison d'une situation budgétaire et d'une position externe fragiles.  
La rapide augmentation de la dette, l'accroissement du déficit du compte courant et le faible niveau des réserves internationales posent problème. Le gouvernement devrait engager des mesures en matière de recettes, s'efforcer de maintenir les dépenses de fonctionnement et hiérarchiser les projets d'investissement. Les autorités sont encouragées à évaluer avec prudence les risques d'endettement excessif et à recourir davantage au financement concessionnel. Le FMI recommande un resserrement progressif de la politique monétaire et salue les efforts du gouvernement pour améliorer le cadre réglementaire. Il est encouragé à intégrer dans le budget et les projets d'investissement public des programmes sur la réduction des risques et la gestion des catastrophes afin de pouvoir mieux s'adapter au changement climatique.
- **Présentation du budget 2018.** Le ministre des finances, Ahmed Munawar, a présenté mercredi au Parlement ses propositions budgétaires pour le prochain exercice. Avec des dépenses de 24,9 Mds MVR et des recettes de 22,4 Mds MVR, le budget présente un déficit prévisionnel équivalent à 3,2% du PIB selon le ministre. Les dépenses sont constituées à 60% par les opérations de fonctionnement. Les dépenses d'investissements représentent 11 Mds MVR et destinées notamment au développement aéroportuaire (piste et terminal de l'aéroport de Malé ; aéroports sur les atolls de Haa Dhaal, Faafu, Gaafu Dhaal) et l'aménagement de 20 lagons. Sur l'année en cours, les recettes attendues sont de 20,8 Mds MVR et les dépenses de 22,2 Mds MVR, dégageant un déficit de 2% du PIB. Le ministre prévoit une croissance économique de + 6,9% et estime que la dette publique s'établira à 60% du PIB.